

UN ASSASSINAT SUR FOND DE TENSIONS GÉOPOLITIQUES.

Huffington Post (édition du Brésil) 20/10/2020

HUFFPOST

NOTÍCIAS CORONAVÍRUS ELEIÇÕES EUA MULHERES LGTB ORGULHO TAMO JUNTO COMIDA ENTRETENIMENTO



Bernard Quirin
Historiador e docente na Universidade de Caen-Normandia

OPINIÃO

O brutal assassinato de professor de História na França é um reflexo de tensões geopolíticas

Essas atrocidades cometidas em solo francês têm por objetivo colocar os franceses muçulmanos contra o resto da população — forçando-os a escolher entre a identidade religiosa ou nacional.

20/10/2020 01:00 -03 | **Atualizado** Há 5 horas



UN ASSASSINAT SUR FOND DE TENSIONS GÉOPOLITIQUES.

Le meurtre brutal d'un professeur d'Histoire en France est le reflet de tensions géopolitiques.

À **première vue**, le meurtre brutal d'un professeur d'histoire par un extrémiste islamiste dresse le portrait d'une société fracturée. Oui, l'affaire nous en dit long sur l'aggravation des tensions culturelles et religieuses latentes en France. Mais la forme et surtout le moment où le meurtre a été commis nous en disent encore plus sur les **tensions géopolitiques** auxquelles la France est confrontée.

Quelques éléments de contexte sont essentiels pour comprendre ce qui se passe en France:

Il y a quelques semaines, le président MACRON a déclaré la guerre au «**séparatisme**». Officiellement instrument juridique contre tout type de discours radical, la mesure vise à lutter contre l'islamisme politique, «*qui tente de créer une société parallèle*», selon Emmanuel MACRON.

Cette décision a provoqué des menaces directes de la part de deux hommes qui se disputent la direction du monde musulman: Ibrahim MOUNIR, Guide suprême des Frères musulmans, et le président turc Recep Tayyip ERDOGAN. Tous deux ont déclaré qu'Emmanuel MACRON et la France avaient manqué de respect à 2 milliards de Musulmans dans le monde.

La Turquie d'ERDOGAN, tente de s'imposer comme la puissance la plus influente du monde musulman. Le pays a occupé le nord de la Syrie, est intervenu en Irak et est actif dans la guerre civile en Libye. La France - dont l'empire colonial comprenait une partie du Maghreb - est une pierre d'achoppement pour ERDOGAN, que ce soit pour intervention en Libye, ou son influence au Liban.

De tous les pays d'Europe occidentale, aucun n'a consacré plus d'argent, de troupes ou d'efforts diplomatiques à la lutte contre les groupes islamistes, y compris une intervention directe au Mali. De plus, l'influence française au Liban s'oppose aux intérêts du HEZBOLLAH, un groupe terroriste lié à l'Iran.

Enfin, le crime a lieu au moment où se déroule en France le procès des attentats contre le magazine satirique CHARLIE HEBDO (en 2015, une partie de l'équipe a été assassinée après avoir publié des caricatures du prophète MAHOMET).

Il est trop tôt pour tout savoir sur le meurtre du professeur Samuel PATY, mais les informations recueillies par la police suggèrent qu'il ne s'agissait pas d'un acte commis par un «*loup solitaire*». En effet, le crime est le résultat d'une campagne orchestrée contre l'enseignant par des responsables islamistes liés à des intérêts étrangers (jusqu'à présent, plus d'une dizaine de personnes ont été placées en garde à vue).

De tels actes font partie d'une campagne visant à déstabiliser une société déjà affaiblie par d'anciennes tensions, une mobilité sociale réduite et la radicalisation de groupes d'extrême droite et d'extrême gauche.

Ces atrocités commises sur le sol français visent à opposer les Musulmans français au reste de la population, les forçant à choisir entre une identité religieuse ou nationale. Au vu des premiers mouvements en réaction au crime, la stratégie s'avère, une fois de plus, payante.

L'extrême droite a haussé le ton contre la population musulmane, faisant le jeu des extrémistes islamistes qui tentent d'inculquer à l'ensemble des Musulmans l'idée que la République française et la foi musulmane seraient incompatibles. Comme le dirait le philosophe chinois LAO-TSEU, «Plus à l'Est, c'est l'Ouest».

Une partie de la classe politique française, en revanche, quand elle essaie de se distinguer de la droite dure, le fait de manière maladroite et contreproductive. Le maire de LYON, par exemple, a refusé de participer à un événement aux accents catholiques en invoquant la laïcité, mais quelques jours plus tard, il a assisté à l'inauguration d'une mosquée. Ce genre d'attitude favorise le travail de radicalisation opéré par des dirigeants extrémistes liés à des gouvernements étrangers et en même temps, il accroît le ressentiment d'une partie de la population. Le Gouvernement, pour sa part, prévoit de renforcer la loi contre le séparatisme, un instrument risqué qui peut donner lieu à toutes sortes de dérives contre la liberté d'expression.

Dans ce climat incandescent, la deuxième vague du coronavirus peut encore augmenter le mécontentement des Français. Cependant, paradoxalement, c'est précisément la pandémie - et la limitation des manifestations publiques qui en résulte - qui a empêché (ou du moins retardé) l'aggravation du chaos provoqué par les Gilets jaunes.

Pourtant, la classe politique française est concernée. Isolés, beaucoup de ses représentants négligent, voire ignorent, ce qui se passe sur les réseaux sociaux. Alors que les extrémistes augmentent leur influence, beaucoup de responsables politiques français perdent le match avant même de l'avoir livré, faute d'occuper le terrain. Dans le même temps, leur complexe de supériorité culturelle entretient beaucoup de Français dans l'illusion que notre pays ne court pas, comme les États-Unis et le Brésil, le risque d'être dirigé par une personnalité radicale disqualifiée comme TRUMP ou BOLSONARO.

Bernard QUIRIN